le poing et la rose

12, Cité Malesherbes, Paris-9e - Organe du Parti Socialiste.

N° 4 - Décembre 1972 - 1 F

Décolonisez-vous !
Souscrivez pour la libération de la femme

LES solutions aux problèmes posés par la condition des femmes sont d'ordre **politique.**

Pour la droite, la femme est « l'autre ». Elle est considérée par rapport à quelque chose ou à quelqu'un.

Pour la gauche, la femme est une personne. Le programme du Parti Socialiste et le programme commun ont été élaborés en fonction des droits de tout être humain à la réalisation de soi-même, et au bonheur.

Les pseudo-solutions du pouvoir

Toutes les mesures prises par la majorité en faveur des femmes sont marquées par ce principe d'altérité.

Des réformes comme celles des régimes matrimoniaux ou de l'autorité parentale n'ont pas aboli la notion de « chef de famille ». L'épouse qui adopte le nom de son mari vit dans le domicile élu par lui, et n'est qu'associée à la gestion du patrimoine familial.

Les allocations de salaire unique et de la mère au foyer, étant donné les conditions de leur attribution, ne constituent que des mesures d'assistance. Il faut en attendre, d'après l'exposé des motifs du Gouvernement, que certaines femmes renoncent à un revenu professionnel sans compromettre l'équilibre du budget familial.

par Marie-Thérèse EYQUEM
membre du Comité directeur du Parti Socialiste

L'allocation pour la garde des enfants reste parcimonieuse. Dire que la femme cherche un emploi pour acquérir plus d'indépendance, de sécurité, ou pour utiliser ses capacités, n'est pas concevable ! Pas concevable qu'un ministre affirme qu' : « il est de l'intérêt de l'enfant d'être élevé par sa mère durant la plus grande partie de son jeune âge. » Du père, il n'est pas question. « Les mères de famille françaises, ajoute-t-il, attachées à leurs devoirs, restent chez elles. »

La droite s'en remet donc au travail à mi-temps qui renforce la notion de « salaire d'appoint » et qui n'est bien souvent qu'un travail cul-de-sac.

C'est poussé par l'opinion publique et pressé par l'échéance électorale que **le gouvernement** se décide à présenter le projet de loi sur la contraception de Neuwirth, alors que les projets de loi déposés par l'opposition depuis douze ans n'ont même jamais figuré à l'ordre du jour.

C'est pour répondre à l'événement (en l'occurrence le procès de Bobigny), qu'il est « envisagé » de considérer le problème de l'avor-

Suite page 2



photo J. Niepce

Elles sont 6 millions à faire 85 heures par semaine !

Commençons par la démocratie dans la famille

François Mitterrand :
4 femmes ministres
dans le gouvernement de la gauche

La libération

Porte ouverte
sur le programme commun

En présentant le **Programme commun,** mieux éclairer la position des Socialistes sur certains problèmes, s'en entretenir avec certaines catégories de citoyens concernés, tel est le but des entretiens : « PORTE OUVERTE » sur le Programme commun. « Le Poing et la Rose » vous en rendra compte chaque semaine. Ce mercredi 13 décembre pour la première rencontre « PORTE OUVERTE », les invités du Parti Socialiste et ses représentants abordaient les problèmes de « LA LIBERATION DE LA FEMME ». M. SEVENO animait le débat présenté par F. MITTERRAND :

Je voudrais préciser l'objet de cette réunion. Nous avons tenu à limiter le nombre des participants ; le temps est court, et nous devons resserrer chaque question. Sauf exception, les personnes qui sont dans la salle ne participent pas au débat car ce n'est pas une réunion publique. La presse est invitée ; vient qui veut... Tout propos peut être enregistré ; c'est à la presse que nous confions le soin de tirer les leçons de cette soirée.

La femme, colonie de l'homme ?

Nous allons débattre des problèmes spécifiques posés par la condition de la femme dans notre société. Nous sommes ici pour recevoir vos critiques, pour que l'accent soit mis maintenant sur les défaillances, les oublis ou les erreurs de conception qui nous sont imputables. Ainsi aurons-nous, à la fin de cette soirée, bénéficié de votre concours. Et nous verrons comment nous pouvons et, si nous ne le pouvons pas, pourquoi ? Il faut aussi que la critique porte sur les comportements : *nous proposons un programme audacieux pour que la condition de la femme soit meilleure et, en même temps, nous avons des difficultés à imposer la présence des femmes, notamment au Parlement.* Il convient donc de lier problème théorique et comportement quotidien. *Engels a dit que la femme était la colonie de l'homme. Nous participons nous-mêmes à une part des erreurs de notre temps,* mais nous avons la volonté d'en sortir.

● **Yvette Roudy.** Il y a, un phénomène — disons culturel et il touche toutes les formations politiques. Aujourd'hui en France, 6 millions de travailleurs font, chaque semaine, plus de 85 heures : 40 à 48 heures de travail dit « professionnel », rémunéré ; et presque autant d'heures non rémunérées, **invisibles,** non comptabilisées par la nation. **Ces travailleurs, ce sont les femmes !** Ajoutons que les fonctions qu'elles occupent figurent parmi les plus mal payées, qu'elles sont toujours parmi les premiers licenciés et qu'elles demeurent à l'écart des promotions et des postes à responsabilités. Des femmes de plus en plus nombreuses souhaitent maintenant exercer un métier : en 6 ans, le nombre des femmes au travail a augmenté de 15,4 % et celui des hommes de 10,1 % seulement, la gauche au pouvoir devra diminuer le poids des tâches ménagères et ne plus accepter comme allant de soi la double journée pour cette masse considérable de travailleurs.

● **Maurice Séveno.** Voici posé un problème général : il appartient en priorité aux femmes d'y répondre !

● **Evelyne Sullerot.** Je souligne une mesure du Programme de la Gauche, qui fera faire des économies et sera tout bénéfice pour la femme : c'est celle de **la mixité dans tous les enseignements.** Je veux aussi approuver la phrase qui dit que le Parti Socialiste s'opposera fermement à la réouverture des maisons closes. Par contre, j'ai trouvé curieux qu'il n'y ait rien dans le programme qui favorise **l'insertion des femmes dans la vie** politique.

Sur 1 300 femmes représentant exactement les 6 millions de salariées françaises, un peu plus de la moitié gagne moins de 1 000 francs par mois, 14 % moins de 600 francs, 23 % de 600 à 800 francs, 18 % de 800 à 1 000 francs. Ce n'est pas tellement avec des lois sur le salaire unique qu'on pourra résoudre l'inégalité des revenus entre l'homme et la femme, c'est plutôt en dispersant les femmes dans des professions beaucoup plus variées. Or les jeunes filles ne peuvent choisir qu'entre 120 métiers environ ; les garçons entre 400 ! Le Parti Socialiste devrait donner le coup de pouce qui permette aux plus vulnérables d'avoir **des chances égales.** Sur le plan de la vie politique, ne devrait-il pas être favorable **à un certain quota de femmes,** ne serait-ce que pour représenter à peu près le pourcentage des militantes de la base ?

Quatre femmes dans le gouvernement de la gauche

● **François Mitterrand.** Il faut approfondir la question de la formation et de l'orientation professionnelle ; vous n'allez pas manquer de le faire. Je voudrais répondre pour ma part sur **l'insertion dans la vie politique.** C'est difficile à décréter, au niveau des partis politiques, à moins de se résoudre à un numerus clausus, à des proportions automatiquement accordées pour toutes les instances, pour toutes les élections. Il y a un goût terriblement malthusien des partis politiques... **Il faut changer ces méthodes.** Il faut opposer à ce comportement des règles de fonctionnement et on doit admettre qu'elles ne sont pas faciles à trouver... Pour l'instant, c'est un échec, partagé d'ailleurs par toutes les formations politiques. Cette situation est grave et j'ai l'intention de demander des réformes statutaires sur ce plan au Parti Socialiste. C'est vrai qu'à la campagne une femme est presque toujours moins bonne candidate qu'un homme, mais pas en ville où, dans quelque temps, vivront 8 Français sur 10 ! Il faut arriver à une proportion représentant le quart des parlementaires. Un gouvernement de la Gauche ne serait pas digne de ce nom s'il ne comportait au minimum **4 femmes,** avec **des ministères pleins et non pas chargées de la distribution des layettes, ni nécessairement des ministères sociaux !** Il faut que des femmes soient prêtes à assumer des fonctions de caractère technique et de caractère politique dans le gouvernement de la France.

● **Françoise Giroud.** Willy Brandt, pendant sa campagne électorale avait, en effet, pris l'engagement de faire élire une femme à la tête du Parlement allemand si son parti gagnait les élections. Il serait assez spectaculaire et assez encourageant pour les femmes de ce pays qu'un tel engagement soit tenu. Il est donc important de savoir que vous seriez prêt à confier un ministère à une femme — tel le ministère du Travail, confié en Angleterre à Barbara Castle qui s'en était d'ailleurs admirablement sortie. Si vous pouviez prendre une sorte d'engagement sur une chose aussi précise, ce serait très intéressant !

● **François Mitterrand.** Je n'ai rien à reprendre à ce que vous venez d'exposer...

● **Françoise Giroud.** Deuxième aspect de mon propos : que peut-on faire pour redresser **les images mentales ?** A mon avis, cela doit faire partie d'un programme : l'idée que les femmes se font d'elles-mêmes, l'idée que les hommes se font des femmes. Il faut que les femmes prennent confiance en leurs moyens. Et que peut-on faire pour changer la mentalité des hommes ? C'est un travail très ,très long. Je ne crois pas que les lois puissent changer cela ; mais l'information, la télévision peuvent changer beaucoup de choses...

Suite de la page une

tement... **après** la consultation électorale.

C'est enfin par électoralisme qu'une loi trompe-l'œil sur l'égalité des salaires est votée. Loi inefficace puisque ne sont prévus ni recours, ni sanctions, ni les modalités d'évaluation des postes de travail alors qu'il s'agit d'une égalité de salaires pour un travail de « valeur égale ». Loi sans contenu puisque son rapporteur, Mme Troisier, compte sur la générosité des employeurs pour diminuer leurs profits en alignant les salaires féminins sur les salaires masculins.

En résumé, voici comment la majorité définit les femmes : elles ont une valeur qui se mesure à leurs renoncements au profit des autres ; elles sont une masse de manœuvre ; elles constituent 53 % du corps électoral.

Pour la gauche, la femme est une personne

C'est en appliquant à toute personne les principes du socialisme qui sont le droit au bonheur, à l'éducation, à la justice, à la liberté, que la gauche résoudra les problèmes posés par la condition actuelle des femmes.

Le bonheur est subjectif. Mais si nous ne pouvons savoir de quoi il est fait, nous savons bien ce qu'est le malheur : la pauvreté, le logement exigu et sans confort, l'épuisement, l'inhumanité du travail monotone et des cadences excessives, les atteintes à la dignité, la stérilisation de l'intelligence, l'étouffement des dons, la sujétion, le « ghetto ».

Le programme de gauche vise à libérer les femmes de toutes ces aliénations.

J'en rappellerai les principes novateurs :

● **Droit à l'éducation.** — L'éducation sera commune en matière d'enseignement et de formation professionnelle, l'orientation n'étant pas déterminée par une définition a priori des métiers masculins ou féminins.

● **Droit à la justice.** — Les tâches ménagères seront justement réparties entre les membres de la famille, selon les disponibilités de chacun. Le père et la mère sont aussi responsables l'un que l'autre de l'éducation de leurs enfants. Les mères travailleuses verront résolu le problème de la garde des enfants dans un milieu favorable à leur santé et à leur formation. Ceci est du domaine de l'Etat.

Les discriminations basées sur le sexe, en matière de travail et de promotion, seront supprimées.

● **Droit à la liberté.** — Le couple est libre de décider de la planification des naissances, la contraception étant considérée comme le moyen le plus souhaitable de cette planification.

L'avortement, qui est un pis-aller, est affaire de conscience individuelle. Il est intolérable qu'il continue à se pratiquer en France, dangereusement, dans la clandestinité, surtout pour les femmes pauvres. Interdire l'avortement dans ces conditions, c'est porter la responsabilité morale de la poursuite des avortements de l'ombre.

En regard de ces droits, pour la gauche, il existe un devoir capital qui en détermine beaucoup d'autres. Ce devoir... c'est le devoir d'amour. De l'amour vrai qui agit pour le bien.

Il ne faut pas chercher ailleurs l'attirance qu'exerce la gauche sur les chrétiens revenus aux sources qui se souviennent que le Christ considérait comme le plus important commandement parce qu'il les renfermait tous : « Aimez-vous les uns les autres. »

Qu'on y réfléchisse et l'on verra que la suppression des inégalités et des injustices commence au moment où on ne les accepte pas pour autrui.

Marie-Thérèse EYQUEM

de la femme

● **Marguerite Thibert.** Il ne s'agit pas uniquement d'investitures ou de postes dans le gouvernement. Il faut que la femme soit vraiment intégrée dans la vie économique et dans la vie politique, et d'abord intégrée à part entière dans les organismes de son propre parti, ce qui n'est pas toujours le cas. Il faut commencer par l'intégration dans le milieu où l'on milite, où l'on travaille. **Tant que la femme sera dans un parti pour taper les circulaires, elle ne sera pas intégrée !**

● **Maurice Séveno.** François Mitterrand vous a répondu en suggérant les modifications statutaires qui permettront d'amener plus de femmes dans les organismes dirigeants du Parti.

● **Colette Piat.** Je voudrais dire à Evelyne Sullerot que les femmes qui ont participé à la rédaction du programme commun partagent ses vues. Il n'y a pas de métiers féminins ; il y a des métiers tout court, et, par conséquent, tout le reste ne peut être que demi-mesures. Ce qu'il faut faire, c'est une véritable révolution, et **c'est seulement dans le cadre d'une société socialiste que la femme pourra être considérée comme un individu à part entière.**

● **Nicole Avril.** Une loi a été votée, qui réaffirme **l'égalité des salaires** entre l'homme et la femme. Quelles seront les mesures qui rendront cette loi effective ? Et qu'en sera-t-il de l'évaluation des tâches ?

● **Marie-Thérèse Eyquem.** La F.G.D.S. avait déposé une proposition de loi. L'un de ses articles prévoyait l'évaluation des postes de travail. Lors des débats récents à l'Assemblée nationale, il a été repris par voie d'amendement et naturellement repoussé.

● **Jacques Piette.** Je reviens sur la question de l'insertion politique. Il me semble qu'on fait un peu vite le procès des partis : il n'y a pas, en réalité, de vie politique dans ce pays. Nous avons affaire à une espèce de phénomène d'élitisme à l'intérieur des formations politiques. Dans ce cadre, il est extrêmement difficile de créer la promotion politique de la femme.

● **Evelyne Sullerot.** J'ai seulement demandé que les femmes qui font partie de cette élite dont vous parlez soient représentées !

● **Colette Audry.** Il faut certes **redresser les images mentales** mais, dans la réalité, il est difficile de redresser la mentalité des patrons ! Il ne s'agit pas là d'idées sur les femmes. Il est certain que **la notion d'élasticité de la main-d'œuvre doit disparaître.** C'est l'une des bases qui peut permettre non seulement d'intégrer les femmes dans le travail, mais de redresser les mentalités. Pour que les femmes soient politisées, il faudrait que le pays le soit ! Mais il est en train de le faire et il faut en profiter.

● **Docteur Suzanne Képès.** Je ne néglige pas les problèmes d'insertion politique, mais c'est à partir d'une insertion professionnelle réelle que les problèmes féminins se résoudront. Il faut changer la mentalité masculine : comment comptez-vous faire évoluer les images, la mentalité masculine, sur l'insertion professionnelle des femmes ?

● **Marie-Thérèse Eyquem. Il faut informer,** d'abord. Et il faut **adapter la formation professionnelle à l'emploi.** Nous arriverons à montrer qu'il n'y a pas de métiers masculins et de métiers féminins... car comment se fait-il que taper à la machine soit féminin alors qu'être linotypiste c'est masculin ? Ce sont exactement les mêmes gestes... Il y a un métier qui est bien payé, l'autre qui est mal payé ! Il s'agit de démystifier tout cela...

● **Françoise Giroud.** Il est important que les femmes fassent des choses sérieuses, des métiers d'homme, parce que cela montre en particulier aux parents qu'il y a un avenir pour leurs filles. Mais ce qui est dangereux, c'est que la présence de femmes à Polytechnique soit l'arbre qui cache la forêt et donne à penser que les choses sont faciles pour les femmes.

Une question d

● **Carmen Robledo.** La politisation de la femme, l'égalité des salaires, ce sont des thèmes relativement utopiques. Dans beaucoup d'entreprises, **la loi** donne l'égalité des salaires à l'homme et à la femme. Seulement il y a certains postes auxquels on n'accède jamais quand on est une femme. On est cadre, ou mi-cadre, mais on n'arrive jamais à être chef de service. Or aucune loi, aucune convention ne l'interdit. C'est donc bien **une question de mentalité.** Les socialistes appliquent-ils tous leurs théories chez eux ? Il y a tout un esprit à créer.

● **Marie-Thérèse Eyquem.** La première manifestation de la démocratie doit être, pour des socialistes, **la démocratie dans la famille.**

● **François Mitterrand.** Faut-il attendre la transformation des mœurs pour comencer une législation qui imposera l'insertion des femmes au niveau des responsabilités politiques et professionnelles ?

● **Marguerite Thibert.** Si le Parti socialiste transforme l'économie en supprimant le profit, l'insertion des femmes est tout à fait possible. Il n'y a pas tellement de difficulté à insérer une femme dans un travail nouveau. Si on applique vraiment le programme socialiste, il y a des chances d'insérer la femme avec une égalité croissante **dans la vie économique,** ce qui est évidemment la base de son insertion dans toute la société.

● **Elisabeth Lanoé.** Avant de lutter pour la justice dans un parti politique, les hommes doivent aider les femmes à faire reconnaître la maternité comme un service national et partager avec elles le travail gratuit.

● **Evelyne Sullerot.** Je voudrais poser une question concrète : quel genre de crèches préconisez-vous et quel en sera le financement ?

● **Marie-Thérèse Eyquem.** La question est à l'étude. Nous devons discuter encore pour fixer notamment les modes de financement.

● **Jacques Piette.** Une question importante subsiste : celle de la programmation des objectifs sociaux et de leur implantation. Une crèche doit-elle être près de l'habitation ou près de l'entreprise ?

● **Evelyne Sullerot.** Les femmes souhaitent, d'une manière générale, qu'elle soit près de leur domicile.

● **Françoise Giroud.** Le prix de revient des crèches est tel que, dans les démocraties populaires, on y a pratiquement renoncé. Cela revient moins cher à la collectivité de payer les femmes pendant qu'elles gardent leurs enfants jusqu'à trois ans, que de construire des crèches.



De gauche à droite : *Françoise Giroud, F. Mitterrand, M. Seveno, M.-T. Eyquem, C. Piat, C. Audry, Nicole Avril, Ch. Hernu, Evelyne Sullerot, J. Piette, Carmen Robledo, Suzanne Millaud.*

de mentalité

● **Colette Andry.** La solution au problèmes du travail gratuit est non seulement dans l'allègement des tâches ménagères, mais dans leur répartition entre tous. Les imaginer comme un service qui pourrait être rétribué, ce serait figer le rôle de la femme dans la tâche ménagère, et en tant que socialistes, nous ne pouvons l'admettre.

● **François Mitterrand.** Je voudrais noter les points sur lesquel nous avons besoin de développer notre réflexion. Un certain type de structure nouveau entraîne automatiquement un certain nombre de transformations, c'est une donnée essentielle. On a parlé des crèches : le problème paraissait se situer au niveau du nombre, alors que le débat montre ici qu'il se situe au niveau du principe. Résoudrons-nous ce problème au niveau de l'équipement collectif ? Comment en assumerons-nous le financement ? Plutôt que des investissements lourds, démultipliés, et qui, de toute manière, ne répondent pas aux besoins de la France, ne vaudrait-il pas mieux avoir une législation sociale qui permette de compenser le besoin ? Y a-t-il une troisième solution ?

● **Evelyne Sullerot.** Il y a des solutions plus légères ; il faudrait les étudier sur le plan technique et financier. Pour les crèches, les dépenses les plus considérables sont des dépenses de personnel, ce ne sont pas des dépenses de murs..

● **Françoise Giroud.** Il arrive, en Suède, qu'un couple décide que c'est l'homme qui reste à la maison. La décision, en général, est prise en fonction du salaire. Cela suppose que le salaire soit égal. Sinon, si l'homme cesse de travailler, le salaire disponible sera plus faible.

● **Denise Pouillon.** Un Etat socialiste ne peut pas se contenter de dépannage. Il faut voir les choses de façon globale : certaines crèches dans les H.L.M., certaines dans les entreprises, les unes et les autres ouvertes à tout le monde selon les besoins des parents. D'une manière générale, il faut éviter les ghettos.

● **Anne-Marie Dourlen-Rollier.** On a longuement — c'était très important — parlé des facilités qu'il fallait donner aux femmes pour élever les enfants, afin de réaliser leur insertion à part entière dans la société. Mais cette insertion ne peut pas être réalisée si on ne leur donne pas la possibilité de **décider de leur maternité.** Or, jusqu'à présent, on a observé en ce domaine une hypocrisie absolument extraordinaire. La loi Neuwirth sur la régulation des naissances a été votée en décembre 1967 et il a fallu près de 5 ans pour que les décrets d'administration publique permettant de l'appliquer soient promulgués. Aujourd'hui encore, M. Neuwirth se trouve dans l'impossibilité de faire voter la création d'un « Office national d'information et d'éducation familiale ». Ainsi, à la veille des élections, on avait voulu donner satisfaction aux femmes qui constituent 53 % du corps électoral... et **l'on n'a rien fait pour mettre en œuvre les possibilités d'information.**

En ce qui concerne **l'avortement,** l'opinion réclame ardemment un **changement de la loi,** car on ne peut pas indéfiniment rester parmi les peuples qui traitent ce problème de façon inhumaine et primitive. Il est de plus en plus admis que, lorsqu'une femme se trouve devant une maternité indésirée, qu'elle ait été mal informée en matière de contraception ou qu'il y ait eu échec, il faut pouvoir réparer sans compromettre sa vie ou sa santé. L'avortement, c'est toujours une mauvaise solution, mais c'est parfois la moins mauvaise solution, mais c'est parfois la moins mauvaise. La proposition de loi du Docteur Peyret, député U.D.R., est trop restrictive pour être acceptable... Le problème doit être résolu d'abord par l'éducation sur les méthodes préventives ; mais inculquer les méthodes de contraception suppose la transformation des mentalités. Finalement, le droit de décider de ses maternités appartient à la femme et au couple, et non pas à un législateur, à un théologien, à un sociologue ou à un juriste. Mais est-il souhaitable qu'immédiatement nous franchissions le pas vers l'avortement libre ?

● **Colette Piat.** Le problème, en fait, est **un problème de classe sociale.** Si la femme bénéficie de moyens financiers importants, elle peut se faire avorter dans des conditions confortables. Si elle est pauvre, c'est l'avortement clandestin, avec toutes les conséquences que les gynécologues connaissent bien. Si vous limitez le choix de la femme, si vous exigez l'autorisation d'une commission, vous n'aurez rien changé !

● **Anne-Marie Dourlen-Rollier.** Je partage votre avis fondamentalement. Mais en Suède même, où l'avortement est très libéral, il n'est cependant pas complètement libre. Ce qu'il faut faire, c'est « décriminaliser » l'avortement, faire en sorte qu'une femme qui se fait avorter cesse d'être passible du tribunal correctionnel. Il demeure néanmoins traumatisant. Et c'est d'abord l'éducation des femmes, des hommes, des couples qu'il faut faire.

● **Colette Piat.** Il est évident que **la contraception doit jouer un rôle primordial;** elle doit être diffusée de façon **officielle.**

● **Dr Raoul Palmer.** A côté des problèmes théoriques, l'avortement pose des problèmes pratiques considérables. Les avortements tardifs notamment mettent en œuvre des techniques qui, pour être sans danger, ne peuvent être utilisées que par des accoucheurs hautement spécialisés.

● **Evelyne Sullerot.** Que peut-on appeler « libération de la femme » ? Il faut réfléchir à ce thème de liberté ainsi qu'à la puissance de refus de la femme. Certaines refusent profondément une grossesse, d'autres la refusent en raison d'une dépression passagère. Il faudrait mettre une structure d'accueil en place qui permettrait **une écoute,** un petit délai.

● **Dr Suzanne Kepes.** L'avortement est certes un vrai problème. Mais ce qu'**il est nécessaire de supprimer, c'est la loi de 1920 !** Et il faut **mettre l'accent sur l'information.** Toutes les femmes doivent être informées ; il faut qu'il y ait des centres d'information dans les usines, dans les entreprises, faciles, accessibles.

● **Un auditeur.** Dans l'hypothèse d'un gouvernement de la gauche, quelles seraient les mesures prises ?

● **François Mitterrand.** Ou bien nous admettons qu'une femme est maîtresse d'elle-même et décide de se faire avorter, ou bien nous estimons qu'aucune femme ne sera juge elle-même et, à ce moment-là, cela commence par l'aspect le plus ténu de la méthode danoise et va... jusqu'à la loi de 1920. Alors c'est vrai qu'à la limite il n'y a pas liberté de choix dès lors qu'on est obligé de demander un avis. Mais ne le faut-il pas sur le plan d'un Etat et d'une collectivité ? La question reste posée.

● **Françoise Giroud.** Il faut avoir le courage de remarquer que la responsabilité d'un homme d'Etat face à un problème de ce genre est absolument sans rapport avec la responsabilité d'une femme qui se dit : je ne veux pas avoir d'enfant.

Commençons par changer la société

● **Une Auditrice.** Que penser de la mentalité très respectable des médecins qui répugnent à enlever la vie ou à l'empêcher définitivement ?

● **Dr. Raoul Palmer.** Il n'y a pas une opinion brutale, par oui ou par non. Il n'y a que 20 % des médecins pour accepter l'interruption de grossesse que dans le cas de danger pour la vie de la mère, c'est-à-dire ce que prescrient le Code de déontologie et l'Ordre des Médecins. C'est celui-ci qui représente le frein le plus terrible. Et si la loi Peyret est devenue ce qu'elle est, c'est au lendemain d'une entrevue avec le Conseil de l'Ordre.

● **Dr. Cécile Goldet. Commençons donc par changer la société** et nous diminuerons de 50 % le nombre des avortements du jour au lendemain.

● **Un auditeur.** Que pense le Parti socialiste du Mouvement de Libération de la Femme ?

● **Marie-Thérèse Eyquem.** Les femmes du Mouvement de Libération de la Femme emploient des moyens de persuasion qui ne correspondent peut-être pas à mon point de vue. Mais ce qu'elles font sert à quelque chose. Je n'ai aucune hostilité envers ce Mouvement.

● **Suzanne Millaud.** Il faut aménager le temps de loisir. La guerre des sexes doit cesser. Pour aboutir à la libération des êtres, il y a du chemin à faire de part et d'autre : nous sommes tous responsables !

ma part de vérité

Mercredi 13 décembre

J'AI commencé d'écrire **« La rose au poing »** le 1er août, jour de mon arrivée en vacances, dans les Landes. Le programme commun venait d'être publié et je sentais le besoin de l'expliquer, de m'expliquer. Non seulement pour répondre aux critiques souvent injustes ou excessives de la majorité ; mais aussi pour éclairer un texte, trop elliptique sur certains points, incomplet sur d'autres et dont l'exacte portée risquait d'échapper à bon nombre de ses lecteurs, faute pour eux de connaître le contexte historique et politique dans lequel il se plaçait. Il ne m'a pas fallu longtemps pour découvrir l'ampleur de la tâche que je m'étais fixée. Commenter le programme commun dans toutes ses parties et sous tous ses aspects représentait un immense travail que je n'avais aucune chance de mener à son terme dans les délais utiles, c'est-à-dire avant les élections. Je ne disposais pas, dans ma maison de la forêt, d'une bibliothèque assez fournie, assez variée pour entreprendre une encyclopédie et je savais qu'à peine rentré à Paris, mes journées n'auraient plus assez d'heures pour qu'en fussent distraites celles qui m'étaient nécessaires.

Le programme commun a été préparé par des commissions de travail qui ont rassemblé, trié, exploité des milliers de documents et consulté les meilleurs experts. Les suivre à la trace m'eut obligé à traiter pêle-mêle de politique étrangère, de politique sociale, d'économie, de droit, d'éducation, d'urbanisme, de tout ce qui touche à la vie des hommes en société. Je risquais de n'apporter rien de plus et sans doute beaucoup moins que ce qu'on pouvait trouver dans les brochures éditées chez Flammarion, pour le Parti socialiste, et aux Editions sociales, pour le Parti communiste. J'ai donc décidé de m'en tenir non pas à l'essentiel — comment choisir ? — mais au sujet qui accapare les conversations et qui résume les objections : le sort des libertés.

La gauche au pouvoir, disent nos adversaires, et cette inquiétude est partagée par une large fraction de l'opinion publique prête à nous être favorable, réussira peut-être à mieux répartir le profit national, à réduire les injustices, à corriger les inégalités sociales, mais elle n'échappera pas à son destin, qui est d'exposer la France à subir un « coup de Prague » et cédera à ses démons qui sont, comme chacun sait sans le savoir, l'étatisme et le dirigisme. Aux socialistes et aux radicaux de gauche, on épargne le premier grief, dont on accable les communistes. Mais comme il est de règle d'insinuer, dans certains milieux, que les socialistes fascinés par les communistes (le lapin et le cobra) n'offriront aucune résistance aux ambitions que l'on prête à ces derniers, cela revient au même. Quant à l'étatisme, socialistes et communistes sont renvoyés dos à dos, et le contrepoids radical ne paraît pas assez lourd, aux yeux de nos censeurs, pour empêcher que les paysans soient expédiés au kolkhose et les commerçants à l'usine.

L'acte d'écrire

Il y a, dans ces accusations, un fond de légende noire qui irrite ou amuse, selon les circonstances. Les affiches officielles du temps du Second Empire parlaient déjà des « partageux » sur ce ton et brossaient l'avenir en couleurs d'épouvante. Mais il y a aussi le sentiment d'irrégularité répandu par les pratiques staliniennes qui, elles, ne sont pas imaginaires. Bref, la gauche en France a besoin de prouver qu'elle est retournée aux sources, à ses sources, qu'elle est fille des révolutions où l'on jurait « la liberté ou la mort » et où l'on tenait serment.

J'ai donc limité mon étude aux libertés politiques et aux libertés économiques telles que les dessine le programme commun. Les dirigeants actuels parlent, à s'enrouer de liberté, mais en ont une pratique singulière. Ils prônent la liberté d'expression, mais usent de la radio-télévision comme seuls osent le faire les régimes totalitaires. Ils accumulent les lois d'exception, multiplient les juridictions répressives, rétablissent l'internement administratif, introduisent dans notre droit la redoutable notion de responsabilité collective et bafouent les clauses du contrat qui lie l'Etat aux citoyens, je veux dire la Constitution. Ne confondons pas licence et liberté.

Un texte vaut souvent par ce qu'on y découvre au détour d'une phrase ou par une incidente. Le lecteur attentif remarquera que le programme commun, placé devant des choix politiques ou moraux difficiles, parie toujours sur la dignité et la responsabilité de l'être humain : suppression de la peine de mort, maîtrise par la femme de sa vie personnelle, contraception et avortement, divorce par consentement mutuel, droit de vote à dix-huit ans, etc.

Je ne plaide pas la défense. Il suffit de regarder notre société telle qu'elle est pour comprendre qu'elle ajoute à l'iniquité le mensonge. Au nom de la démocratie politique, un homme, un clan, une classe imposent leur pouvoir, et — ô dérision — l'économie qu'ils appellent libérale organise la dictature des privilèges. Parvenu au stade du monopole, de la firme géante et de la société multinationale, le capitalisme tue sous lui la concurrence et la libre entreprise. Dénoncer l'imposture me démange. D'où ce livre. Mais quand j'affirme que la liberté est à gauche et que la gauche doit la rendre à tous les Français, je ne demande pas d'être cru sur parole. Le programme commun est un contrat que nous passons avec notre pays. Cela fait 30 millions de témoins qui voteront bientôt et se feront juges s'il le faut.

Depuis lundi, je corrige les épreuves, dont l'imprimeur s'empare à mesure : demain, ce sera fini. Je ne vois plus que les défauts, les à-peu-près, les mauvaises tournures du texte qui sen va, détaché de moi à jamais. Ecrire, comme tout acte, ne pardonne pas.

François Mitterrand

SOUSCRIPTION NATIONALE

M., Mme, Mlle .....

Prénoms .....

Adresse : rue ..... n° .....

Ville ..... Département .....

Profession .....

ami ou sympathisant du Parti Socialiste est susceptible de souscrire et intéressé par le Programme Commun de gouvernement.

M., Mme, Mlle .....

Prénoms .....

Adresse : rue ..... n° .....

Ville ..... Département .....

Profession .....

ami ou sympathisant du Parti Socialiste est susceptible de souscrire et intéressé par le Programme Commun de gouvernement.

M., Mme, Mlle .....

Prénoms ..... Département .....

Adresse : rue .....

N° ..... Ville .....

Profession .....

Souscris le ..... pour ..... F
(minimum 10 F)

par virement postal joint ☐
par virement bancaire joint ☐
par mandat-carte ☐
par mandat-lettre ☐

autres moyens .....
.....

à l'ordre de :

Charle-Emile LOO
Trésorier National

C.C.P. 33.745-51
PARIS

41, boulevard Magenta
Paris-10e

ECRIVEZ LISIBLEMENT — ADRESSEZ BULLETIN ET PAIEMENT A

Directeur de la publication : **Pierre Mauroy.**

Imprimedite Expansion S.A.